



Chez Toyota, grévistes et direction tête contre tête

Chez le constructeur automobile nippon, c'est à qui cédera en premier, entre les grévistes, dont les rangs ont légèrement grossi hier, et la direction, qui ne veut toujours pas entendre parler de négociations.

Et pendant ce temps-là, le Forum des républicains sociaux, émanation de l'UMP, par la plume de son délégué départemental Gilles Waddington, fait de la politique. Dans un communiqué daté de lundi, il appelle « les délégués syndicaux de l'arrondissement à la sagesse et à la raison, et à bien mesurer les conséquences éventuelles de leurs actions au moment où l'économie va mal ». Les intéressés apprécieront.

Chez Toyota, pour l'heure, les grévistes sont loin de ces échanges d'amabilités sur fond d'élections européennes. Ce qu'ils continuent de réclamer, c'est l'indemnisation à 100 % du chômage partiel, et le paiement des jours de grève. Le 10 du mois, il n'est pas rare, désormais, de voir des salariés « venir demander des acomptes », raconte-t-on.

Les plus remontés, qui avaient débrayé lundi, ont remis ça hier, à près de 250, dans la foulée de l'équipe verte, dont une petite centaine de membres comme on appelle les ouvriers chez Toyota, avaient rejoint le mouvement dans la nuit de lundi à mardi. « L'idée de la grève est majoritaire parmi les ouvriers, a soutenu Éric Pecqueur, délégué syndical CGT, lors de l'assemblée générale qui se tenait à 14 h à l'entrée de l'usine. Ils en ont marre de la pression qui s'exerce sur eux. » Suffisamment intense, apparemment, pour les dissuader de rejoindre le mouvement. Du personnel de maintenance aurait été réquisitionné pour éviter l'arrêt des chaînes de production, qui ont quand même subi de gros ralentissements – la cadence aurait chuté de l'ordre de 20 %.

Dans leur tournée des ateliers, hier après-midi, les grévistes ont quand même fini par croiser Didier Leroy, lequel aurait confirmé avoir tenu vendredi les propos qui lui sont aujourd'hui reprochés (notre édition d'hier). Il s'en serait excusé, « sans trop de conviction », rapporte Grégory Minot, délégué du personnel FO.

Pas de quoi asseoir tout le monde à la table des négociations, même si la direction continue de prétendre « être ouverte à la discussion, sur la base de l'accord portant sur l'aménagement du temps de travail (que toutes les organisations syndicales, CFDT comprise, avaient refusé de signer en février) ». La direction fixe comme préalable la fin de la grève, là où les mécontents n'entendent pas lâcher. « On continue tant qu'on n'obtient pas gain de cause ! », clame Grégory Minot. • S. C.

20 minutes 08/04/2009

Chez Toyota, les salariés testent une grève d'ampleur

La mobilisation se maintient à l'usine Toyota d'Onnaing.

Le site connaît son premier conflit social d'ampleur depuis 2001. Hier, plus de trois cents salariés (sur 2 700) ont reconduit le mouvement de grève initié vendredi et soutenu par FO et la CGT. Les revendications des grévistes portent notamment sur la prise en charge à 100 % du chômage partiel et l'obtention d'une prime de 1 000 euros. « Le site d'Onnaing a dégagé quatre-vingts millions d'euros de bénéfices en 2008, et le groupe Toyota plus de treize milliards, expliquait hier Eric Pecqueur, délégué CGT. Ils ont quand même de quoi nous payer. » Depuis début février, six jours de chômage partiel ont été appliqués, indemnisés à 60 % du salaire brut. Mais jeudi, le PDG de Toyota France, Didier Leroy, avait indiqué qu'il ne pouvait aller au-delà. Ce qui a mis le feu aux poudres. « Nous sommes prêts à évoluer », a rectifié hier la direction. Laquelle admet, sans les chiffrer, des « répercussions » du mouvement sur les cadences de production tandis que les syndicats avancent le chiffre de 80-85 voitures « perdues » par l'équipe du matin, sur quelque 290 prévues. En attendant, la mobilisation progresse jour après jour, de l'avis des syndicats. « Ce sont souvent de jeunes salariés, peu habitués à la grève. Mais ces jours-ci ils prêtent une oreille plus qu'attentive à nos actions », assure Eric Pecqueur

Site NouvelObs 08/04/2009

Toyota à Onnaing > 2ème journée de grève

Des ouvriers de l'usine Toyota d'Onnaing (Nord), qui produit la Yaris, ont observé leur deuxième jour de grève mardi et voté sa reconduction, afin d'obtenir le paiement à 100% du chômage partiel et une prime de 1.000 euros, a-t-on appris auprès des syndicats et de la direction.

Près de 270 personnes --soit 10% des 2.700 ouvriers du site répartis en trois équipes-- selon les syndicats, environ 200, selon la direction, ont déserté les lignes d'assemblage du site mardi, à l'appel de la CGT et de FO.

La direction admet, sans les chiffrer, des "répercussions" du mouvement sur les cadences de production tandis que les syndicats avancent le chiffre de 80-85 voitures "perdues" par l'équipe du matin, sur quelque 290 prévues.

Une rencontre a eu lieu mardi après-midi dans les ateliers entre les grévistes et le directeur de Toyota-France, Didier Leroy, sans résultat, selon les syndicats.

Les grévistes réclament le maintien intégral de leur salaire pour les journées de chômage partiel (contre 60% du brut actuellement) imposées depuis septembre par la direction sous l'effet conjugué de l'effondrement du marché automobile et de la grève des salariés de l'équipementier Faurecia à Auchel (Nord) en mars.

"La porte est ouverte à la discussion sur la base des termes de l'accord sur l'aménagement du temps de travail débattu en janvier mais refusé par les organisations syndicales", a souligné une porte-parole de l'usine.

Cet accord pluriannuel prévoyait la compensation des jours de fermeture de l'usine par l'utilisation de la cinquième semaine de congés payés.

"L'accord a été refusé par toutes les organisations syndicales pour la bonne et simple raison que la loi en France prévoit toujours cinq semaines de congés payés, et pas quatre", a expliqué à l'AFP Eric Pecqueur, délégué CGT.

AFP 07/04/2009

Toyota: 2e jour de grève à Onnaing (Nord) sur fond de chômage partiel

Des ouvriers de l'usine Toyota d'Onnaing (Nord), qui produit la Yaris, ont observé leur deuxième jour de grève mardi et voté sa reconduction, afin d'obtenir le paiement à 100% du chômage partiel et une prime de 1.000 euros, a-t-on appris auprès des syndicats et de la direction.

Près de 270 personnes --soit 10% des 2.700 ouvriers du site répartis en trois équipes-- selon les syndicats, environ 200, selon la direction, ont déserté les lignes d'assemblage du site mardi, à l'appel de la CGT et de FO.

La direction admet, sans les chiffrer, des "répercussions" du mouvement sur les cadences de production tandis que les syndicats avancent le chiffre de 80-85 voitures "perdues" par l'équipe du matin, sur quelque 290 prévues.

Une rencontre a eu lieu mardi après-midi dans les ateliers entre les grévistes et le directeur de Toyota-France, Didier Leroy, sans résultat, selon les syndicats.

Les grévistes réclament le maintien intégral de leur salaire pour les journées de chômage partiel (contre 60% du brut actuellement) imposées depuis septembre par la direction sous l'effet conjugué de l'effondrement du marché automobile et de la grève des salariés de l'équipementier Faurecia à Auchel (Nord) en mars.

"La porte est ouverte à la discussion sur la base des termes de l'accord sur l'aménagement du temps de travail débattu en janvier mais refusé par les organisations syndicales", a souligné une porte-parole de l'usine.

Cet accord pluriannuel prévoyait la compensation des jours de fermeture de l'usine par l'utilisation de la cinquième semaine de congés payés.

"L'accord a été refusé par toutes les organisations syndicales pour la bonne et simple raison que la loi en France prévoit toujours cinq semaines de congés payés, et pas quatre", a expliqué à l'AFP Eric Pecqueur, délégué CGT.

